



- POUR PUBLICATION IMMÉDIATE -

Un rapport novateur sur la répression du militantisme pro-palestinien au Canada révèle un schéma de répression systématique

Montréal, le 22 décembre 2025 — Le programme antiraciste de la Fondation CJPME (PARFC) publie un nouveau rapport intitulé [*La répression de la solidarité avec la Palestine: une crise des libertés civiles au Canada \(2021-2025\)*](#). Cette recherche inédite documente la réponse inquiétante de l'État canadien face aux mobilisations de masse en faveur des droits des Palestiniens survenues après le 7 octobre 2023. Au lieu de respecter cette expression démocratique, les autorités ont réagi par la surveillance, la criminalisation et la répression. Grâce à une mobilisation sans précédent des agences de renseignement, des escouades antiémeutes, et d'une coordination inter-agences étroite, l'État canadien a traité un mouvement pacifique pour les droits humains comme une menace à la sécurité nationale.

L'analyse des données du rapport révèle que les manifestations pro-palestiniennes ne représentaient que 10,1 % de l'ensemble des manifestations entre 2021 et 2025, mais comptaient pour 37 % de toutes les interventions policières enregistrées. Cette réponse disproportionnée visait un mouvement dont plus de 96 % des événements étaient entièrement pacifiques. Rien qu'en 2024, près des deux tiers des actions policières visaient des manifestations pro-palestiniennes — un signe évident de partialité politique. Le rapport démontre comment des outils comme « Projet Resolute » et des conditions de libération sous caution ont été utilisés non pour la sécurité publique, mais pour étouffer la parole, intimider les organisateurs et affaiblir les infrastructures du mouvement.

« Ce rapport troublant révèle comment le Canada a systématiquement sur-policié et réprimé un mouvement pacifique pour les droits humains. Il faut que les responsables rendent des comptes », déclare Yara Shoufani, présidente de la Fondation CJPME. « C'est un signal d'alarme. La machine répressive mise en place aujourd'hui contre le militantisme palestinien pourrait demain viser toute autre lutte pour la justice, si nous ne la démantelons pas maintenant », ajoute Jamila Ewais, chercheuse principale du PARFC.

Derrière cette répression accrue se trouve une architecture de contrôle à haut niveau. Le rapport met en lumière le rôle du comité fédéral de coordination du renseignement ADM NS Ops, qui a permis l'intégration du SCRS, de la GRC et de Sécurité publique Canada avec les corps policiers municipaux pour surveiller et perturber l'activisme pacifique. Le rapport alerte également sur le projet de loi C-9, actuellement devant le Parlement, qui menace de légaliser ces pratiques en créant des zones interdites de manifestation et des désignations vagues de « haine ». L'absence de

protection des opinions politiques dans la législation canadienne sur les droits de la personne permet aussi aux institutions de discriminer librement ceux qui soutiennent les droits des Palestiniens.

Le PARFC appelle à des réformes urgentes pour protéger les libertés civiles au Canada. Le rapport recommande la création d'une Commission fédérale d'enquête pour examiner les motivations politiques derrière la répression des manifestations, le retrait immédiat du projet de loi C-9, ainsi que la modification de la Loi canadienne sur les droits de la personne afin d'y inclure explicitement l'interdiction de la discrimination fondée sur les opinions politiques.

À propos du PARFC – *Le mandat du Programme antiraciste de la Fondation CJPMO (PARFC) est de sensibiliser le public au racisme au Canada. Ce mandat s'inscrit dans l'objectif plus large de la Fondation qui est de surveiller et de combattre les manifestations de racisme, de xénophobie et de discrimination en sensibilisant le public à ces préjugés.*

Pour plus d'informations, veuillez contacter nous, 514-389-8668
PARCF, info@cjpmeffoundation.org www.cjpmeffoundation.org

Ce communiqué de presse peut être reproduit en tout ou en partie sans autorisation.